



Société Anonyme

Grand'Place 1
1000 Bruxelles

Registre des personnes morales numéro 0.417.497.106

RAPPORT SPECIAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AUX ACTIONNAIRES

relatif a une émission de droits de souscription

(Article 583 du Code des sociétés)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément à l'article 583 du Code des sociétés, le présent rapport expose l'objet et la justification de l'émission de droits de souscription en faveur, à titre principal, de cadres et dirigeants membres du personnel de InBev ou de ses filiales et, à titre accessoire, des administrateurs de la InBev SA/NV ("**InBev**"), qui sera proposée à l'assemblée générale extraordinaire du 26 avril 2005.

I. Emission de droits de souscription

Le Conseil d'administration propose que l'assemblée générale extraordinaire approuve l'émission de 3.500.000 droits de souscription. Cette émission a lieu hors droit de préférence. Chaque droit de souscription confère le droit de souscrire à une action ordinaire de InBev. Le prix d'exercice de chaque droit de souscription sera fixé le 25 avril prochain et sera égal à la moyenne des cours de clôture de l'action InBev des trente jours précédant le jour de l'émission (cf. le rapport du conseil d'administration relatif à la suppression du droit de préférence des actionnaires).

Les conditions auxquelles sont soumis ces droits de souscription sont décrites dans le document figurant en annexe au présent rapport.

L'émission a lieu en faveur, à titre principal, de cadres et dirigeants membres du personnel de InBev ou de ses filiales et, à titre accessoire (pour un maximum de

350.000 droits de souscription), de tous les administrateurs de InBev, conformément aux règles générales arrêtées par le Compensation and Nominating Committee, approuvées par le Conseil d'administration le 7 décembre 1999 et modifiées par celui-ci le 13 mars 2001.

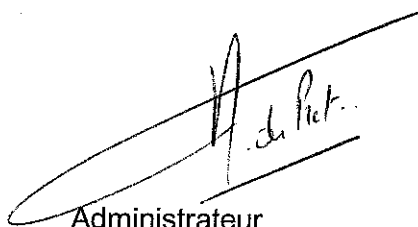
II. Objectifs

L'émission décrite ci-dessus s'inscrit dans le cadre du plan d'intéressement à long terme de InBev (Long Term Incentive), qui a plusieurs objectifs. D'une part, ce plan vise à mieux aligner les intérêts des actionnaires et des cadres et dirigeants et, par conséquent, à impliquer ces derniers d'avantage encore dans la stratégie à long terme de InBev et de ses filiales; d'autre part, il vise à les fidéliser par l'écoulement d'une certaine durée. En ce qui concerne les administrateurs bénéficiaires, l'émission fait partie intégrante de leur rémunération. Le Conseil estime peu probable que l'attribution des droits de souscription puisse influencer le jugement au sein du Conseil étant donné que les droits de souscription offerts ne constituent qu'une fraction limitée de la rémunération totale des administrateurs.

Cette opération est conforme à l'intérêt de InBev, ainsi que de ses actionnaires, puisqu'elle a pour but de motiver les cadres et dirigeants de InBev et de ses filiales en vue du développement à long terme des activités de celles-ci.

Louvain, le 1er mars 2005

Pour le Conseil d'administration,



Administrateur



Pierre Jean Everaert
Président du Conseil d'administration

Annexe : termes et conditions des droits de souscription et des actions.

INBEV LONG TERM INCENTIVE

CONDITIONS D'EMISSION DES DROITS DE SOUSCRIPTION EMIS LE 26 AVRIL 2005

A. Droits de souscription

1. **Droits** - Chaque droit de souscription confère le droit de souscrire à une nouvelle action ordinaire d'InBev N.V./S.A.
2. **Forme** - Les droits de souscription sont et resteront nominatifs. Des certificats d'inscription dans le registre des droits de souscription seront remis aux titulaires de droits de souscription qui en font la demande.
3. **Cessibilité** - Hormis les cessions en cas de décès, les droits de souscription sont incessibles.
4. **Périodes d'exercice** - Aucun droit de souscription ne peut être exercé jusqu'au 31 décembre 2006.

~~Dans le chef de chaque bénéficiaire, tel que visé à l'article A.13 ci-dessous, un premier tiers des droits de souscription peut être exercé du 1er janvier 2007 au 25 avril 2015. Un deuxième tiers des droits de souscription peut être exercé du 1er janvier 2008 au 25 avril 2015. Le troisième tiers des droits de souscription peut être exercé du 1er janvier 2009 au 25 avril 2015.~~

Les droits de souscription qui n'auront pas été exercés pendant les périodes d'exercice telle que définies par le présent article A.4 deviendront nuls de plein droit. Dans l'hypothèse où tous les droits de souscription n'auraient pas été exercés, le capital social ne sera augmenté qu'à concurrence des souscriptions recueillies.

5. **Limitations d'exercice** - Les droits de souscription ne pourront en aucun cas être exercés :
 - a) pendant la période close qui précède immédiatement l'annonce préliminaire des résultats annuels d'InBev N.V./S.A.;
 - b) pendant la période close qui précède immédiatement l'annonce préliminaire des résultats semestriels ou trimestriels d'InBev N.V./S.A. ;
6. **Modalités d'exercice** - Toute demande d'exercice de droits de souscription doit être adressée par écrit au Président du Conseil d'administration d'InBev N.V./S.A. Le prix d'exercice doit être intégralement payé au plus tard trois jours ouvrables bancaires avant la constatation par acte notarié (visée à l'article A.10 ci-dessous) des souscriptions et de la réalisation de l'augmentation de capital, par virement des fonds

à un compte bancaire ouvert au nom d'InBev N.V./S.A. Le numéro de ce compte sera communiqué ultérieurement.

7. **Changement de contrôle** – Hormis les cas où les événements ci-dessous ont déjà été annoncés préalablement à l'offre des droits de souscription, les titulaires de droits de souscription pourront, en cas d'offre publique d'achat ou d'échange obligatoire portant sur les actions d'InBev N.V./S.A. ou en cas de modification, résultant d'une offre publique ou non, du contrôle direct ou indirect d'InBev N.V./S.A., telles que ces notions sont définies en droit belge, exercer ces droits immédiatement, sans devoir tenir compte du début des périodes d'exercice fixées à l'article A.4 ci-dessus, ni des limitations d'exercice fixées à l'article A.5 ci-dessus, sauf, dans cette dernière hypothèse, si la législation ou la réglementation applicable l'interdit. Toutefois, les droits de souscription qui n'auront pas été exercés (i) le dernier jour de la période d'offre en cas d'offre publique (telle que visée plus haut) ou (ii) un mois après la date du changement de contrôle, dans les autres cas, cesseront d'être exerçables selon les règles prévues par le présent article A.7 et seront à nouveau pleinement régis par les articles A.4 et A.5 ci-dessus.

Une réorganisation de la structure du Groupe InBev qui n'implique pas de changement de contrôle au niveau de ce Groupe ne constitue pas un changement de contrôle au sens du présent article A.7. En conséquence, par exemple, l'interposition d'une entité nouvelle entre InBev N.V./S.A. et ses actionnaires ne constituera pas un changement de contrôle, pour autant qu'aucun changement de contrôle n'intervienne au niveau de ces actionnaires.

8. **a) Démission et licenciement pour motif grave** - En cas de démission ou de licenciement d'un titulaire pour motif grave, tous les droits de souscription qui ne sont pas exerçables aux termes de l'article A.4 ci-dessus à la date de prise de cours de la démission ou à la date de notification du licenciement deviendront nuls de plein droit.

D'autre part, les droits de souscription qui, à la date de prise de cours de la démission ou de notification du licenciement, sont exerçables aux termes de l'article A.4 ci-dessus, pourront uniquement être exercés au cours des 365 jours à compter de la date précitée ou de la date de début de la période d'exercice convenue contractuellement avec le titulaire.

Les droits de souscription qui ne sont pas exercés pendant cette période de 365 jours deviendront nuls de plein droit.

b) Licenciement autre que pour motif grave - En cas de licenciement d'un titulaire pour une autre cause qu'un motif grave, tous les droits de souscription qui, à la date de notification du licenciement, ne sont pas exerçables aux termes de l'article A.4 ci-dessus, deviendront nuls de plein droit. Cependant, le Conseil d'administration d'InBev N.V./S.A. peut, à son entière discrétion, autoriser le titulaire licencié à exercer tout ou partie des droits de souscription précités pendant une période de 365 jours à compter du début de la période d'exercice, déterminé conformément à l'article

A.4 ci-dessus ou convenu contractuellement avec le titulaire. Ce pouvoir peut être délégué par le Conseil d'administration.

D'autre part, les droits de souscription qui, à la date de notification du licenciement, sont exerçables aux termes de l'article A.4 ci-dessus, pourront uniquement être exercés au cours des 365 jours à compter de la date de notification précitée ou de la date de début de la période d'exercice convenue contractuellement avec le titulaire.

Dans tous les cas applicables, les droits de souscription qui n'auront pas été exercés pendant cette période de 365 jours deviendront nuls de plein droit.

c) Administrateurs qui ne sont pas liés par un contrat de travail - Dans l'hypothèse où un titulaire qui a la qualité d'administrateur de la société ou d'une de ses filiales et qui n'est pas lié à InBev N.V./S.A. ou une de ses filiales par un contrat de travail, ne serait pas reconduit dans ses fonctions d'administrateur au terme de son mandat, ses droits de souscription resteront exerçables conformément aux présentes conditions, à l'exclusion des articles A.8.a et A.8.b ci-dessus. Cependant, dans l'hypothèse où un administrateur ne serait pas reconduit au terme de son mandat ou serait révoqué en cours de mandat pour manquement à ses obligations en tant qu'administrateur, les règles de l'article A.8.a seront d'application. Dans l'hypothèse où un administrateur serait révoqué en cours de mandat sans avoir commis aucun manquement à ses obligations en tant qu'administrateur, les règles de l'article A.8.b seront d'application.

d) Dispositions générales - Le présent article A.8 s'applique nonobstant tout recours qui serait introduit par un titulaire licencié contre son licenciement. La notion de licenciement pour motif grave est définie par référence à la loi belge du 3 juillet 1978 ou à toute autre législation locale équivalente, dans la mesure où elle s'applique au titulaire concerné. Le présent article A.8 ne porte en aucun cas atteinte aux droits des titulaires fixés à l'article A.7 ci-dessus en cas de changement de contrôle.

9. **Pension, mise à la pension anticipée et pré-pension conventionnelle, incapacité à long terme et décès** - En cas de pension ou d'incapacité à long terme, les droits de souscription pourront toujours être exercés par leurs titulaires conformément aux présentes conditions, à l'exception de l'article A.8 ci-dessus. En cas de mise à la pension anticipée et de pré-pension conventionnelle, le Conseil d'administration d'InBev N.V./S.A. déterminera, à son entière discrétion, (i) si les droits de souscription resteront exerçables par le titulaire concerné conformément aux présentes conditions, l'article A.8 ci-dessus excepté, ou (ii) si les dispositions de l'article A.8.b relatives au licenciement autre que pour motif grave seront d'application. Les notions de pension, mise à la pension anticipée, pré-pension conventionnelle et incapacité à long terme sont définies par référence à la loi gouvernant le contrat de travail ou toute autre règle régissant les plans de pension dans la juridiction concernée ou, le cas échéant, le mandat d'administrateur du titulaire des droits de souscription.

En cas de décès d'un titulaire, les droits de souscription hérités ou autrement acquis par les enfants, petits-enfants, conjoint, père ou mère de ce titulaire en conséquence de son décès, pourront toujours être exercés par ces personnes conformément aux présentes conditions, l'article A.8 ci-dessus excepté. Les droits de souscription hérités ou autrement acquis par toute autre personne en conséquence du décès du titulaire pourront être exercés tel qu'il est prévu à l'article A.8.b ci-dessus relatif au licenciement autre que pour motif grave, étant entendu que les mots "date de notification du licenciement" seront remplacés par "date du décès".

10. **Constatation de l'augmentation du capital résultant de l'exercice des droits** - La constatation par acte notarié des souscriptions résultant de l'exercice des droits de souscription, de la réalisation de l'augmentation du capital en résultant et de l'émission des nouvelles actions aura lieu lors des réunions mensuelles du Conseil d'administration d'InBev N.V./S.A. ou un autre jour si nécessaire. Les dates de ces constatations seront communiquées en temps utile. La constatation ne sera toutefois faite que si le prix d'exercice est intégralement payé conformément à l'article A.6 ci-dessus.
11. **Mesures anti-dilution** - La société se réserve expressément le droit de procéder à des modifications ayant un impact sur son capital, telles que des augmentations de capital, même par incorporation de réserves, l'émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription, les divisions, regroupements, combinaisons ou reclassifications des actions d'InBev N.V./S.A., de même que le droit de modifier les clauses statutaires concernant la répartition des bénéfices ou du boni de liquidation. Dans l'hypothèse où de telles modifications auraient un effet défavorable sur le prix d'exercice des droits de souscription, ce prix et ou le nombre d'actions auxquelles les options donnent droit, seront ajustés afin de préserver les intérêts des titulaires de droits de souscription, de la manière qui sera déterminée à son entière discrétion par le Conseil d'administration d'InBev N.V./S.A., sans préjudice de toute action qui serait requise de la part de l'Assemblée générale d'InBev N.V./S.A. Les conditions d'un tel ajustement seront fixées et communiquées aux titulaires de droits de souscription en temps utile.
12. **Frais et impôts** - Tous frais et charges légaux, fiscaux, administratifs et autres relatifs à l'émission des droits de souscription et des actions nouvelles seront à charge de la société, à l'exception des impôts sur le revenu frappant le revenu perçu par les titulaires de droits de souscription du fait de l'offre, de la propriété ou de l'exercice des droits de souscription et de la souscription des actions nouvelles et à l'exception de la taxe sur la livraison physique de titres au porteur, si une telle livraison est demandée. Tous coûts de financement relatifs à la souscription des actions nouvelles seront à charge des souscripteurs. Les souscripteurs s'assureront que le compte bancaire de la société sera crédité d'un montant net.
13. **Offre des droits de souscription** - Les droits de souscription seront offerts à la souscription principalement aux cadres supérieurs et accessoirement aux administrateurs du Groupe InBev. L'identité des bénéficiaires et le nombre de droits de souscription qui leur seront offerts seront déterminés soit par le *Compensation*

and Nominating Committee soit par le *Chief Executive Officer* (tel que prévu par les règles de *corporate governance* d'InBev N.V./S.A.), conformément aux règles générales d'attribution établies par le *Compensation and Nominating Committee* et approuvées par le Conseil d'administration d'InBev N.V./S.A. le 7 décembre 1999 et modifiées par le même Conseil d'administration le 13 mars 2001.

B. Actions nouvelles obtenues suite à l'exercice des droits de souscription

1. **Caractéristiques et droits** - Les actions qui seront émises lors de l'exercice des droits de souscription seront identiques aux actions ordinaires alors existantes et conféreront les mêmes droits et avantages.
2. **Forme** - Les nouvelles actions seront au porteur. A la demande de l'actionnaire concerné, ces actions pourront être converties en actions nominatives. Un certificat incessible représentant les inscriptions dans le registre des actions nominatives sera remis aux actionnaires sur demande.

C. Dispositions générales

1. **Régime matrimonial** - Dans l'hypothèse où le régime matrimonial du titulaire d'un droit de souscription ou d'une action résultant de l'exercice des droits de souscription conférerait à son conjoint la propriété ou d'autres droits sur les droits de souscription ou les actions résultant de l'exercice des droits de souscription, le titulaire s'engage à ce que son conjoint désigne ce titulaire comme seul représentant pour toutes questions relatives à ces droits de souscription ou actions.
2. **Décès** - En cas de décès du titulaire, toute personne qui acquiert les droits de souscription devra informer InBev N.V./S.A. du décès du titulaire le plus rapidement possible et au plus tard dans le mois de la date de ce décès.
3. **Modifications des présentes conditions** - A tout moment, le Conseil d'administration peut modifier unilatéralement les modalités pratiques ou accessoires des présentes conditions.
4. **Loi applicable** - Les droits de souscription, les actions nouvelles et les présentes conditions sont régies par le droit belge. Tout litige les concernant sera soumis aux juridictions belges compétentes.

